

Éducation nationale : « Crise de recrutement », vraiment ?

L'année scolaire qui se termine a été le théâtre d'un désastre dans bien des établissements scolaires, avec des dizaines de milliers d'heures de cours perdues faute de remplacement des enseignants absents.

Aujourd'hui, chaque parent, chaque professeur est en droit de se poser la question : **l'année prochaine verra-t-elle une amélioration ou cela sera-t-il pire ?**

Le nouveau gouvernement persiste dans son refus de recruter. Qu'on en juge : sur la seule région parisienne, en comptant les concours exceptionnels « traditionnels » déjà mis en place, **il n'y aurait au mieux que 1 400 nouveaux recrutements dans les écoles primaires alors que les besoins, selon le ministère lui-même, se montent à plus de 2 700.** Et des chiffres comparables sont en train d'être publiés concernant les concours nationaux de recrutement dans certaines disciplines du second degré.

Au sujet des non-remplacements dans les collèges et lycées, le nouveau ministre de l'Éducation Ndiaye ose déclarer : « *c'est un grand problème, mais nos moyens ne sont pas illimités. Il faut réfléchir à la meilleure manière de faire que les absences - qui sont légitimes - soient compensées. Nous voulons faire en sorte qu'une absence du professeur d'histoire-géographie, par exemple, soit compensée par son collègue de français. Mais attention, pas pour que le professeur de français fasse de l'histoire-géographie. Il utilisera ces heures pour faire une double dose de français et quand le collègue d'histoire-géographie reviendra, il compensera en prenant les heures de français* ». Autrement dit, l'aggravation du chaos, l'aggravation des inégalités entre des jeunes qui, d'une classe à l'autre, d'un établissement à l'autre, n'auront plus les mêmes heures de cours dans chaque discipline. **Il s'agit pour le nouveau gouvernement de banaliser le non-remplacement des professeurs absents, de rendre pérenne le « mode dégradé » subi par les jeunes durant la période du Covid... Impossible d'accepter !**

Les syndicats départementaux du 1^{er} degré du Val de Marne (SNUIPP-FSU 94, SNUDI-FO 94, CGT Éduc'action 94 ; SUD Éducation 94, UNSA Éducation 94) ont pris l'initiative d'un rassemblement le 15 juin au ministère pour exiger **l'ouverture immédiate d'un concours de recrutement niveau Bac +3. Ils ont raison !** Recruter niveau Bac + 3 permettrait d'élargir immédiatement le nombre de candidats. Ainsi l'État pourrait à nouveau remplir sa mission de garantir à chaque enfant la totalité de l'enseignement auquel il a droit, dans chaque discipline, dès la rentrée de septembre.

Le gouvernement Macron-Borne-Ndiaye refuse, il préfère « limiter les moyens » pour l'école et consacrer des centaines de milliards d'euros à renflouer les capitalistes et aux dépenses de guerre.

Mais comment comprendre que les fédérations syndicales nationales ne reprennent pas à leur compte, dans l'unité, ce mot d'ordre de mise en place de concours de recrutement immédiat niveau Bac +3 ?

Comment comprendre qu'elles n'en appellent pas à la mobilisation générale pour empêcher Macron-Borne-Ndiaye d'organiser la pénurie d'enseignants dans les écoles à la prochaine rentrée ? Faudrait-il leur laisser les mains libres pour qu'ils poursuivent le naufrage scolaire délibéré de la jeune génération ?

Pour le POID, il en va de la défense de l'école publique, celle qui permet aux jeunes d'acquérir les mêmes connaissances où qu'ils soient scolarisés, celle qui structure ses enseignements autour de disciplines respectées.

Les mesures d'urgence doivent être prises pour recruter massivement les enseignants nécessaires et garantir que chaque enfant aura, dès les premiers jours de la rentrée, un professeur dans sa classe !

Lisez *La Tribune des travailleurs*, abonnez-vous.
Prenez contact avec le POID

Je souhaite prendre contact avec le Parti ouvrier indépendant démocratique.

Nom, prénom :

Adresse :

À retourner à : poidemocratique@gmail.com ou à POID, 67 avenue Faidherbe, 93100 Montreuil.